

LA PEUR DE L'AUTRE<sup>1</sup>

À propos du Maroc, je manifestais dans mon dernier billet la peur des vacances, saison propice aux mauvais coups<sup>2</sup>. Presque en même temps, le rédacteur d'un hebdomadaire d'extrême droite poussait un cri d'alarme et dénonçait, lui aussi à propos du Maroc, les noirs desseins de personnages aussi pernicious que Louis Massignon et que moi-même, avec la complicité du Quai d'Orsay.

La peur que nous avons les uns des autres, du petit au grand, inspire toute la politique : c'est sur le plan international qu'elle joue surtout. Il est impossible de savoir qui de la Russie ou des États-Unis redoute le plus son adversaire. Il faut convenir que chacun a de sérieuses raisons pour nourrir sa crainte. L'occupation des Balkans par les Soviets fait peser sur l'Europe et donc sur l'Amérique une menace permanente. Mais depuis la Corée et depuis le Japon les États-Unis contrôlent la Mandchourie et la Sibérie méridionale. Le Proche-Orient constitue, pour les Soviets, un grave sujet d'inquiétude.

Voilà ce qui rend toute conversation impossible. Nous ne prétendons pas qu'on ait tort de se méfier lorsque la Russie propose de se mettre à table et de s'expliquer. Mais la crainte d'être dupes nous paralyse et les Américains disent non avant même d'avoir pris contact. Que les Soviets jouent de la mésentente qui règne entre Washington et Londres, c'est l'évidence. Et, pourtant, s'ils avaient de bonnes raisons, de graves raisons pour désirer de mettre fin à la guerre froide ? Si la mort de Staline marquait la fin d'une politique ? Pour s'en assurer, il

---

demander aux autorités françaises la destitution du sultan. Ami personnel du maréchal Juin, le Glaoui avait assisté à sa réception à l'Académie française et entendu son discours désobligeant pour Mauriac.

1. *Témoignage chrétien*, vendredi 21 août 1953, n° 476.

2. « La Saison du crime », 7 août 1953.

faudrait commencer par courir le risque très minime de marcher, envisager l'hypothèse que les Russes sont peut-être devenus des interlocuteurs, capables, qui sait ? d'abandonner certaines positions en Europe si l'Amérique consentait à renoncer aux siennes en Asie. Mais la première condition à cette reprise de contact, entre les deux adversaires, c'est que chacun surmonte la peur que l'autre lui inspire.

## LE DOSSIER<sup>1</sup>

Talleyrand définissait l'Histoire « la conjuration universelle du mensonge contre la vérité ». Cela est moins vrai aujourd'hui que de son temps. Non que cette conjuration ne se poursuive, mais la critique historique n'est plus une science du passé pratiquée par quelques spécialistes : elle ne joue plus uniquement sur ce qui est révolu, les esprits un peu éclairés en ont tous l'usage et l'habitude, et ils l'appliquent à l'Histoire en train de se faire.

« Les écrits restent<sup>2</sup> », oui, sans doute, mais ils ne restent pas chargés de la signification que leurs auteurs ont prétendu leur donner : ils sont passés au crible de notre analyse quotidienne et, jour après jour, les événements les éclairent. Il est remarquable par exemple que l'histoire des relations de la France et du Maroc à une époque donnée – mettons de décembre 1952 au 20 août 1953<sup>3</sup> – pourrait être écrite correctement avec les seules dépêches de l'Agence France-Presse et avec les communiqués du Quai d'Orsay. Les commentaires de la presse marocaine et métropolitaine apportent certes à l'historien d'utiles confirmations mais elles n'ajoutent guère à l'essentiel et risqueraient parfois de lui brouiller la vue. Et, de même, les scrupules

1. *Témoignage chrétien*, vendredi 28 août 1953, n° 477.

2. Citation incomplète du proverbe latin : « *Verba volant, scripta manent* » (Les paroles s'envolent...).

3. Date de la déposition du sultan.

de la conscience religieuse, la pitié, la rage, l'horreur que nous inspirent tant de souffrances inutiles et, de part et d'autre, tout ce sang injustement répandu, sans compter le manquement à la parole donnée, nous sentons bien que tout cela qui est passion doit être refoulé et ne concerne que nous seuls.

Notre premier devoir d'aujourd'hui, c'est d'y voir clair, oui, d'être lucides et donc d'analyser, en gardant notre tête froide, les pièces d'archives que nous réunissons depuis neuf mois. Ce n'est pas assez de dire que rien n'est advenu au Maroc qui n'aurait pu être évité. Et ce qui met le comble à notre dégoût, c'est l'hypocrisie des hommes d'État qui feignent d'être surpris par les événements qu'ils ont préparés eux-mêmes ou laissés préparer.

Notre dossier est en ordre et nous continuerons de le tenir à jour jusqu'à l'heure où nous l'ouvrirons pour demander aux responsables : « Qu'avez-vous fait de l'Afrique du Nord ? » Ce qui, dans l'ordre de la charité, se traduit par la question éternelle : « Qu'as-tu fait de ton frère<sup>4</sup> ? »

Diviser pour régner, ce n'est pas si simple que l'imaginaient certains de nos petits Machiavels. Ils s'en aperçoivent aujourd'hui. Cela revenait à établir la France dont ils ont la charge entre deux feux qu'ils avaient eux-mêmes allumés et follement attisés et qu'ils n'ont pas su éteindre. Comment eussent-ils combattu l'un par l'autre puisqu'il ne s'agissait pas du même feu ? D'un côté, des tribus armées et réunies avec notre complicité et sans aucun doute redoutables et, de l'autre, une puissance spirituelle qui déborde les frontières du Maroc et qui se confond avec l'islam universel, le patriotisme à la française d'une génération que nous avons nous-mêmes instruite, selon l'idéal que la France depuis un siècle et demi propose à tous ses lycéens ; et, par-dessus tout, l'indicible misère d'un peuple pour lequel nous avons beaucoup fait sans aucun doute mais que l'industrialisation du Maroc a réduit dans les grandes villes à n'être plus que le plus démuné et le plus abandonné des prolétariats. Cette force est là toujours plus puissante que toutes les polices. Elle n'a pas été vaincue. Elle ne sera pas vaincue.

4. *Gn*, 4, 9.

## UNE FAILLITE SPIRITUELLE<sup>1</sup>

Sous le règne de Louis-Philippe, Chateaubriand écrivait déjà : « Le secret des contradictions des hommes du jour est dans la privation du sens moral, dans l'absence d'un principe fixe et dans le culte de la force<sup>2</sup>. » Ce jugement, qui vaut pour les politiciens de tous les régimes et de toutes les époques, nous aide à saisir d'un coup d'œil l'extraordinaire chance, et je serais tenté de dire le miracle, de cette brusque entrée, en 1944, sur la scène politique, du Mouvement Républicain Populaire ; triomphe mérité par la conduite à la fois héroïque et sage de ses chefs, durant les cinq années de l'Occupation. Nous avons oublié ce contraste confondant pour l'esprit : l'aboutissement du nationalisme qui s'était dit intégral, et cette ascension de la démocratie chrétienne. Quelle victoire, et quelle espérance ! Pour la première fois depuis un siècle, dans l'histoire politique de l'Europe, les démocrates chrétiens allaient tenir la barre enfin. La privation de sens moral, l'absence d'un principe fixe, le culte de la force, aucune de ces tares dénoncées par Chateaubriand, dont à nos yeux ils ne fussent exempts. Le sens moral ? Ces fils spirituels de Lacordaire et de Marc Sangnier, nous étions en droit de croire qu'ils en avaient à revendre. Et pour ce qui est d'un principe fixe, il nous suffit de rappeler que pour la plupart, ces chrétiens étaient des catholiques militants. Le culte de la force enfin, c'était pour l'abattre précisément, qu'ils venaient durant quatre années de mener un dur combat dans les ténèbres.

1. *Terre humaine*, septembre-octobre 1953, n° 33-34. Ce numéro était le dernier de cette revue mensuelle, fondée en janvier 1950. Le directeur en était Étienne Borne (1901-1993), normalien, professeur agrégé de philosophie, démocrate chrétien de conviction. Il avait pour principaux collaborateurs Georges Hourdin, Pierre-Henri Simon et plusieurs journalistes du *Monde*.

2. *Mémoires d'outre-tombe*, livre XLIII, chapitre 2, « M. Thiers ».

Voilà huit ans que ces hommes sont aux affaires. Oui, les mêmes hommes, et c'est à ne pas croire. Le Bidault de *L'Aube* et du Conseil National de la Résistance<sup>3</sup> est bien ce même Bidault du coup de force marocain. « Quel état et quel état<sup>4</sup> ! » dirait Bossuet. Qu'on me comprenne bien : je ne songe ici à accabler personne. Il ne s'agit que d'y voir clair et d'entrer dans les raisons de cette faillite. Et d'abord il y eut ce passage brusqué de la théorie politique et de l'intransigeance spirituelle aux responsabilités du pouvoir, et à quel moment ! Ce qu'il faut dire, c'est que politiquement, les chefs du parti M.R.P. n'avaient pas « fait l'étape ». La politique parlementaire prit au dépourvu et désorienta de nobles esprits qui n'avaient pas eu le temps de s'y acclimater. Certes, ils ne songèrent pas à se débarrasser des principes qui constituaient leur raison d'être ; mais les circonstances les pressaient, et beaucoup d'entre eux ne surent s'en tirer qu'à la manière du Girondin Barbaroux dont Robespierre disait : « J'aime assez Barbaroux : il ment avec une noble fierté<sup>5</sup>. »

Soyons justes : les chefs M.R.P. seraient en droit d'invoquer une circonstance atténuante plus décisive. Nous nous souvenons de ce raz-de-marée, dès la Libération : tout ce qu'il y avait de conservateur en France vota pour le M.R.P. parce que c'était voter contre le communisme. Les quelques dizaines de milliers de démocrates chrétiens authentiques d'avant la guerre ne s'étaient sans doute pas accrus d'une unité. Les chefs du M.R.P., héros du combat clandestin, ne furent pas des héros dans la bataille politique. C'eût été de l'héroïsme, bien sûr, que de renier l'énorme vague modérée qui les portait au pouvoir. Ils ne dissipèrent pas l'équivoque : ils en vécurent. Ils transigèrent : catholiques, oui, pour tout ce qu'exigeait la hiérarchie

3. Georges Bidault (1899-1983), professeur agrégé d'histoire, avait fondé en 1932 le quotidien *L'Aube*. Il avait remplacé Jean Moulin, à la tête du C.N.R., organisme formé en 1943 pour unifier tous les mouvements de la Résistance jusqu'alors divisés.

4. Exorde du « Sermon pour la profession de foi de Mlle de La Vallière » (1675).

5. Charles Barbaroux (1767-1794), avocat et député de Marseille, rallié aux Girondins.

touchant les écoles libres ; mais aussi peu révolutionnaires que possible sur le plan de la justice sociale.

Et sans doute le M.R.P. ne détenait pas la majorité absolue. Ses chefs étaient en droit de considérer comme un devoir de ne pas se cantonner dans une opposition stérile. Toute la question est de savoir si à l'intérieur des ministères de coalition, ils n'ont pas trahi leurs principes. Ici apparaît ce qui, à mon sens, a pesé le plus lourdement sur le destin du parti. Parce qu'il était un parti de gouvernement, il attira à lui des hommes qui ne relevaient en rien de son esprit, mais à qui l'étiquette M.R.P. ouvrait les avenues du pouvoir. J'ignore, par exemple, si M. Pierre de Chevigné est un démocrate chrétien d'étroite observance et si, dans son jeune temps, Marc Sangnier lui tira affectueusement l'oreille<sup>6</sup>. Quoi que l'on puisse penser de son comportement à Madagascar, puis au ministère de la Guerre, et même si l'on en pense du bien, nul en tout cas n'oserait prétendre que son action politique dégage les parfums concentrés de la suavité chrétienne. Ceci demeure hors de discussion : électeurs ou élus, beaucoup d'hommes que le M.R.P. couve de ses ailes, s'y abritent pour des raisons fort éloignées de celles qui ont jeté dans la bataille politique un Étienne Borne.

Mais il y a pire. Des militants qui, durant les années héroïques, incarnèrent la démocratie chrétienne se sont révélés au pouvoir plus près du radicalisme jacobin que du socialisme chrétien. Ils furent, ils demeurent des jacobins cléricaux, des jacobins soumis à certains impératifs : non plus ceux des Loges, mais ceux de la hiérarchie catholique. Pour le reste, il n'y a plus si loin de M. Bidault à M. Martinand-Déplat : on l'a bien vu dans la tragédie africaine. Ici encore, je n'aborderai pas le fond du problème. La Fédération radicale du Maroc considère que « la nouvelle situation créée au Maroc assure un avenir plein de promesses sur tous les plans ». Mais il existe d'autres Français pour considérer cet avenir avec beaucoup d'angoisse. D'ailleurs il leur suffit du présent, en Tunisie et en Indochine, pour entrevoir l'abîme près de s'ouvrir au Maroc. Quoi qu'il en soit,

6. Né en 1909, Pierre de Chevigné, saint-cyrien, avait combattu dans les Forces françaises libres et adhéré au M.R.P. après la Libération.

quel a été le rôle des chefs du mouvement M.R.P. dans le drame tunisien et dans le coup de force de Rabat ?

J'estime que le procès ne s'ouvrira utilement que lorsque les ministres responsables seront rentrés dans le rang et qu'ils se retrouveront libres de nous donner leurs raisons et de justifier leurs actes. Mais sans pécher contre la stricte justice, nous pouvons déjà poser le problème dans ces termes : ou M. Georges Bidault a été complice du coup de force de Rabat, ou il ne l'a pas été, ou il ne l'a été que jusqu'à un certain degré. Sur ces trois points, il ne saurait, me semble-t-il, que plaider coupable et si même, dans l'hypothèse la plus favorable, il répète : « qu'il n'a pas voulu cela ». J'ignore s'il arrive à cet agrégé d'histoire, et qui doit connaître la matière du cours sur le bout du doigt, j'ignore s'il advient à cet homme que j'ai beaucoup admiré et qui me reste cher, lorsqu'il est accoudé le soir au bureau de Vergennes, d'évoquer les ombres des grands ministres et des grands commis qui dirigèrent avant lui, sous les lambris du quai d'Orsay, la politique de la France. Delcassé, Poincaré, Barthou, Berthelot, que penseraient-ils de ces articles proposés à la signature d'un souverain protégé, sans l'agrément du ministre des Affaires étrangères ? Et que penseraient-ils de ce qui a suivi ? « Le culte de la force », des trois tares dénoncées par Chateaubriand, voilà celle, je l'avoue, qui me fait le plus horreur dans un démocrate chrétien : j'entends la force policière au service d'une administration et d'une oligarchie raciste et capitaliste. Ni le maréchal Juin, ni le général Guillaume<sup>7</sup>, ni M. Boniface ne me scandalisent : ils obéissent à la loi de l'espèce qui est la leur. Une colombe est une colombe, un renard est un renard. Mais MM. Bidault et Maurice Schumann nous font rêver pour leurs armes parlantes à d'étranges animaux : il faudrait donner au renard les ailes de la colombe.

Dans les débats soulevés en Conseil des ministres par le drame marocain et par le drame tunisien, M. Bidault fut-il

7. En quittant le poste de résident, qu'il occupait depuis mai 1947, Alphonse Juin avait imposé, pour lui succéder, le choix d'Augustin Guillaume, qui perpétuerait sa ligne politique.

ou non aux côtés de M. Martinaud-Déplat<sup>8</sup>? Encore ici, je ne puis rien affirmer que ce que j'ai entendu rapporter. S'il était vrai qu'un « putsch » maréchaliste se prépare, de qui les ministres républicains populaires feraient-ils le jeu? Qu'on me comprenne bien: je ne suis point de ces obsédés qui s'attendent à être arrêtés au milieu de la nuit. Mais je repasse mon Histoire et je vois bien ce qui rend la situation de la Quatrième République beaucoup plus périlleuse que celle de la Troisième, atteinte elle aussi du mal chronique de toutes les démocraties: l'appel au soldat.

Lors de la crise boulangiste, puis tout le temps que dura l'affaire Dreyfus, un vaste mouvement d'opinion, un raz-de-marée, formidable en apparence, mais tout de surface et inorganisé, vint se briser contre une République anticléricale, encadrée par les instituteurs et par les comités radicaux maçonniques, gardée sur sa gauche grâce au parti socialiste unifié qui protégea jusqu'en 1914 l'État laïque contre toutes les entreprises de la droite. Enfin le parti radical devint une pépinière de manœuvriers politiques et tira de son sein quelques hommes de gouvernement auxquels s'adjoignirent d'éminents transfuges socialistes. La Troisième République put même s'enorgueillir de posséder en la personne de Waldeck-Rousseau, de Delcassé, de Poincaré, de Briand, d'authentiques hommes d'État. Aujourd'hui, la situation est renversée: aucun mouvement d'opinion, aucun raz-de-marée, rien qui rappelle le coup de cœur de la foule pour un beau militaire. Ce n'est pas offenser M. le Maréchal Juin si je constate que sa photographie n'apparaît pas aux vitrines ni dans les alcôves sous le buis bénit. Ni sa barbe n'est célèbre, ni son cheval. Son visage avenant, son sourire, et jusqu'à cet œil bridé qui rappelle celui du général Mercier<sup>9</sup>, ont bien de la séduction, mais enfin les Français n'en rêvent pas encore. Notez que cette indifférence

8. Voir *infra*, p. 170, n. 2 et p. 171, n. 3.

9. Dans la pensée de Mauriac, la comparaison n'est pas flatteuse, puisque le général Auguste Mercier (1838-1921) accabla jusqu'au bout l'innocent Dreyfus – « ce général, écrira-t-il, dont le nom seul me fait horreur ». (B.N., II, p. 447.)

de la masse, s'il existait des factieux, pourrait servir leurs desseins. Ceci ferait surtout leur force: la solide armature contre laquelle se brisèrent autrefois les boulangistes et les ligueurs de la Patrie Française n'existe plus. Nous le savions, et au cours de l'affaire marocaine nous avons pris, si l'on peut ainsi parler, la mesure de ce vide. La puissance de la droite, aujourd'hui, vient de ce qu'elle ne se heurte à personne dans ses entreprises. Mais alors, le Mouvement Républicain Populaire qui occupe plusieurs des postes essentiels, quelle est la part de ses grands hommes dans ce néant? Sont-ils dupes ou complices? Et s'ils ont réussi ce tour de force d'être à la fois des complices et des dupes, qu'en pense la masse obscure et fidèle qui ne se fatigue pas de leur apporter ses suffrages – ce que j'ai moi-même fait jusqu'à ce jour; et si je n'en suis pas encore à en demander pardon à Dieu et aux hommes, je pense qu'il serait grand temps pour les démocrates chrétiens français de s'arracher enfin à l'horrible ornière où ils sont devenus en la personne de leurs chefs, les complices de M. Boniface et de M. Martinaud-Déplat<sup>10</sup>.

### Mardi 17 novembre 1953<sup>1</sup>

Départ ce matin de Dinan. La Chênaie<sup>2</sup>. Cette solitude que je n'avais jamais vue, sinon par les yeux de Maurice de Guérin,

10. Étienne Borne, selon Mauriac, aurait souhaité lui confier une tribune régulière pour relancer une *Terre humaine* moribonde, alors qu'il ne collaborait pas encore à *L'Express* et que ses prises de position sur le Maroc le rendait indésirable à *La Table ronde* (voir B.N., I, p. 163-164). On lira aussi, dans le *François Mauriac* de l'Herne, les commentaires d'Étienne Borne (« François Mauriac contre la démocratie chrétienne »). Borne a parfaitement raison de considérer ce texte comme une éclatante « lettre de rupture » historique avec le M.R.P.

1. *La Table ronde*, février 1954, n° 74.

2. La fondation, en 1830, du journal *L'Avenir*, organe du catholicisme libéral, est l'élément fédérateur de ce groupe. Elle est due au comte Charles de Montalembert (1810-1870), qui fut député et membre de l'Académie française, et à l'abbé Félicité de Lamennais (1782-1854), mais le père Henri Lacordaire (1802-1861) y collabora très vite. La rupture de Lamennais avec